

Embargo :
Vendredi 21 octobre 2005



Communiqué de presse

Dynamique fiscale internationale: il faut aussi agir en Suisse

Un symposium organisé par economie suisse sur le thème « Dynamique de la concurrence fiscale internationale : une chance ou une menace ? » a fourni l'occasion d'analyser des changements majeurs du paysage fiscal international avec des personnalités suisses et internationales de haut rang. D'une manière générale, on constate que la propension à procéder à des réformes a augmenté au sein de l'OCDE. Des pays disposant de concepts de réforme novateurs ont remporté des succès économiques leur permettant de défier les modèles d'imposition classiques des autres pays. En raison de la forte dynamique en matière de concurrence fiscale internationale, la pression sur la Suisse augmente aussi, ce qui met en évidence la nécessité d'élaborer des projets de réformes fondamentales.

Forte dynamique internationale en matière de réformes

La mondialisation a entraîné une intensification de la concurrence fiscale internationale. Pour les petites économies, des conditions-cadres fiscales attrayantes sont un facteur important de la place économique. Certains pays, comme les nouveaux Etats membres de l'UE, mais aussi l'Irlande, l'Autriche et les pays scandinaves ont utilisé leur marge de manœuvre pour simplifier leur système fiscal et favoriser davantage les investissements et l'innovation. Cela leur a permis, dans certains cas, d'optimiser considérablement leur compétitivité fiscale. D'une manière générale, la propension à réaliser des réformes dans le domaine fiscal s'est fortement accrue à l'échelle mondiale. Des modèles encore impensables il y a quelques années sont envisagés sérieusement, voire mis en œuvre. Le système dual scandinave, qui impose séparément le revenu du capital et celui du travail, ou le modèle à taux unique (« flat tax ») de certains pays d'Europe orientale sont des exemples de réussite.

Les systèmes fiscaux : objet de la concurrence entre les nations

Les différents orateurs étaient d'accord sur le fait que la concurrence fiscale tant internationale que nationale s'est nettement intensifiée, malgré des efforts indéniables en vue d'une harmonisation. *Rudolf Ramsauer*, président de la direction d'economie suisse, a souligné le fait que la Suisse devait absolument prendre le train en marche de la dynamique internationale en matière de réformes. Selon lui, la Suisse doit éviter de se bercer au son du mythe de « pays à faible fiscalité », car elle en est très loin si l'on tient compte de tous les prélèvements obligatoires et de l'augmentation record, en comparaison internationale, de la taille de l'Etat. La Suisse risque de laisser passer sa chance d'utiliser sa marge de manœuvre fiscale dans l'intérêt de la compétitivité. *Peter A. Wuffli*, CEO de UBS, a exigé des milieux économiques qu'ils formulent clairement leurs objectifs et priorités en matière de politique fiscale et a estimé que le succès des améliorations et simplifications dépendait aussi d'un

leadership politique. Dans ce but, M. Wuffli a proposé que les modifications soient soumises à quatre questions afin de vérifier leur viabilité économique. Il s'agirait de se demander si les changements apportent une valeur ajoutée économique, s'ils améliorent la compétitivité internationale de la Suisse, s'ils encouragent la mobilité des ressources et s'ils facilitent ou du moins ne compliquent pas les capacités d'adaptation des entreprises. *László Kovács*, commissaire européen chargé de la fiscalité et de l'union douanière, a présenté l'agenda de la politique fiscale européenne. Selon lui, il faut distinguer entre la concurrence fiscale « loyale » et « déloyale », bien qu'il y ait entre les deux une vaste zone grise. La concurrence fiscale n'est cependant ni blanche ni noire. Il a rappelé que l'Union européenne était confrontée à des conceptions très diverses de ses membres à ce sujet. Par conséquent, Bruxelles se montre très pragmatique dans ce qui touche à l'harmonisation et la coopération fiscales. Il a été fait mention d'un projet d'imposition consolidée des entreprises au niveau européen basée sur une même assiette fiscale. *Ivan Mikloš*, vice-premier ministre et ministre des finances de Slovaquie, a expliqué comment une simplification radicale du système fiscal sur la base du modèle à taux unique (« flat tax ») a permis d'améliorer notablement le climat de croissance et d'innovation. La majorité des cas de double imposition ont ainsi été éliminés (les dividendes, par exemple). Dans son exposé, le conseiller fédéral *Hans-Rudolf Merz* a souligné les avantages de la concurrence fiscale et présenté l'agenda suisse en matière de réformes fiscales. Outre les réformes nécessaires et imminentes (réforme de l'imposition des entreprises, imposition des couples mariés et TVA idéale), la Suisse examine attentivement la viabilité d'options de réformes plus radicales comme le taux unique (« flat rate tax »), l'imposition duale du revenu, l'imposition individuelle ainsi que les crédits d'impôts fiscaux liés à l'exercice d'une activité lucrative, a-t-il déclaré.

Enseignements pour la Suisse

Différents aspects ont pu être approfondis dans les ateliers. Les exposés de *Wolfgang Nolz* (chef de la fiscalité autrichien), *Thomas Held* (directeur d'Avenir Suisse), *Peter Baumgartner* (directeur du groupement des holdings industrielles suisses) et du professeur *Sven-Olof Lodin* (Suède) ont contribué à un débat de qualité sur les limites de l'harmonisation fiscale, la capacité à réformer un système fiscal, la tendance vers une diminution de l'imposition des entreprises et l'aménagement optimal du système fiscal.

Au cours d'un débat animé, les participants au panel final, à savoir *Gerold Bührer* (PRD), *Jean-Noel Rey* (PS), *Urs Schwaller* (PDC), *Peter Spuhler* (UDC) et *Köbi Frei* (conseiller d'Etat, Appenzel Rhodes extérieures) se sont demandés ce que les partis et les cantons suisses devaient entreprendre pour garantir la compétitivité fiscale internationale de la Suisse. Ils ont notamment débattu de la question de savoir dans quelle mesure la concurrence fiscale est profitable à la Suisse. En outre, ils ont discuté de l'ampleur des mesures nécessaires et des réformes concrètes qui permettraient d'améliorer la position de la Suisse. Enfin, le professeur *Christian Keuschnigg* (Université de St-Gall) a brièvement passé en revue les moments forts du symposium et souligné encore une fois la nécessité de procéder à des réformes courageuses.

Pour toute question :

Pascal Gentinetta, economiesuisse, tél. 044 421 35 12